

Une femme de droite à la double culture, française et marocaine

■ Elle est née dans une famille foncièrement de droite, dans le culte du général De Gaulle ■ Partie au Canada en 2006 pour une année sabbatique, elle se retrouve directrice de campagne pour l'UMP ■ Elle est la seule des 14 candidats à être née, à avoir grandi et à continuer à vivre dans sa circonscription.

Entre une rencontre à Mohammédia, une réunion à Djerba (en Tunisie) et une intervention à Annaba (en Algérie), Khadija Doukali, la candidate UMP pour la 9^e circonscription aux législatives françaises, trouve à peine le temps de souffler. C'est que mener une campagne électorale dans une circonscription qui compte pas moins de...16 pays, n'est pas du tout une entreprise facile. Ce n'est pas non plus suffisant pour venir à bout de la persévérance et la ténacité de cette native d'El Jadida, en 1962, aînée d'une fratrie de trois enfants et mère de deux enfants. Khadija Doukali, née d'un père marocain et d'une mère d'origine algérienne, n'est pas non plus novice en politique.

«J'ai été élevée dans une ambiance gaulliste. Mon père était gaulliste convaincu et toute ma famille soutenait le RPR. Du coup, avec l'unification de la droite, je me suis retrouvée à l'UMP», confie-t-elle. Mais c'est en 2006 que cette ancienne chef d'entreprise, aujourd'hui professeur à l'ISCAE, est devenue membre actif de l'UMP. C'était à l'occasion d'un séjour au Canada. Elle voulait s'offrir une année sabbatique et prendre un peu de recul, elle s'est retrouvée en pleine campagne électorale.

«J'ai été la directrice de campagne électorale pour l'UMP au Québec et dans les Provinces Maritimes, et déléguée-adjointe de Nicolas Sarkozy pour l'élection présidentielle de 2007». C'est sa véritable lancée dans la politique. Après, elle suit le cours «normal», d'une carrière politique. Rentrée au Maroc, elle devient en 2009 la suppléante de Thierry Plantevin, élu conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger sur la liste UMP. Actuellement, elle est secré-

taire générale de la délégation UMP du Maroc.

La majorité des électeurs sont des binationaux

Son parti, l'UMP, a certainement senti en elle cette femme battante et intègre qui peut parfaitement répondre aux attentes des électeurs de sa circonscription. C'est pour cela qu'elle a été investie pour l'élection législative de 2012 pour la 9^e circonscription des Français de l'étranger qui englobe, faut-il le rappeler, 16 pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest. Elle est la seule des 14 candidats dans cette circonscription à y être née et y avoir grandi et à continuer à vivre encore parmi ses électeurs. C'est d'ailleurs l'un de ses atouts. Car, explique-t-elle, «on ne se découvre pas un intérêt pour une région par opportunisme politique. Et puis, nos problèmes, nous Français de l'étranger, ne sont pas ceux de l'Hexagone».

C'est que les Français de l'étranger ne sont pas seulement des expatriés. La majorité des électeurs dans cette circonscription sont binationaux (ils sont 70% au Maroc,

KHADIJA DOUKALI SE PRÉSENTE DANS UNE CIRCONSCRIPTION OÙ LE PARTI SOCIALISTE VIENT DE RAFLER 61,68% DES VOIX LORS DES DERNIÈRES PRÉSIDENTIELLES

95% en Algérie, 75% en Tunisie...). Un type d'électorat dont le profil ressemble parfaitement à celui de la candidate Khadija Doukali : non seulement détentrice d'une double nationalité, mais également porteuse d'une double culture et d'une vision différente des choses. «Je suis



l'exemple type de la double culture, en l'occurrence, française et marocaine». Elle revendique également des racines françaises. «Mon grand-père engagé dans la Gendarmerie a été naturalisé français en 1908, tandis que mes oncles se sont illustrés dans l'armée française durant les deux Guerres mondiales», confie-t-elle. Ce n'est pas tout, son grand-père maternel, né à Tlemcen, a été correspondant du journal *Le Monde* pendant de nombreuses années. Elle-même, elle a entamé sa scolarité dans une institution catholique. Ainsi, après des études primaires à l'institution Jeanne d'Arc et secondaires au Lycée Lyautey de Casablanca, le baccalauréat en poche, elle a commencé ses études supérieures aux États-Unis : School for international training à Brattleboro Vermont et Boston University. Puis elle a obtenu son diplôme de management à l'Institut supérieur de commerce et d'entreprise (ISCAE), son DEA en «stratégie financière et industrielle internationale» à l'Université de Paris XIII et son Exécutive MBA à l'ESCP-EAP de Paris.

Sa carrière professionnelle l'a menée au poste de directrice générale d'une société de pêche maritime et de valorisation des produits de la mer, ensuite à la présidence de la Fédération des industries de la mer (FIM) à la CGEM.

Une expérience riche dans le monde associatif et de l'entreprise

Elle a également été membre du conseil d'administration et membre fondateur de l'Association des femmes chefs d'entreprises du Maroc (Afem), puis secrétaire générale de la même Afem de 2000 à 2005. Khadija Doukali a été également coprésidente du Conseil d'affaires maroco-chinois et membre du bureau du Conseil national du commerce extérieur (CNCE), ainsi que membre du bureau de la Fédération des chambres maritimes. Cela jusqu'en 2006. Après son année sabbatique au Canada (2006/2007), elle entame une nouvelle carrière, cette fois dans l'enseignement, comme professeur à l'ISCAE, et dans le consulting. Forte de cette

riche expérience et d'une connaissance du terrain, elle a décidé de s'investir pleinement dans la vie politique. Elle s'attaque aujourd'hui aux législatives dans une des circonscriptions les plus difficiles de par son étendue et la spécificité de ses électeurs. C'est pour cela que ces derniers ne sont pas tout à fait au fait de cette nouveauté électorale. «C'est la première fois qu'ils voteront de la sorte, et il faut d'abord les informer sur ce nouveau processus», explique-t-elle. En effet, pour la première fois, 11 députés seront élus par les Français de l'étranger. Khadija Doukali affronte 14 candidats dans une circonscription où le Parti socialiste vient de rafler 61,68% des voix lors des dernières présidentielles. Ces chiffres l'inquiètent ? «Pas du tout. C'est une élection différente et les électeurs votent pour la personne qui défendra au mieux leurs intérêts», assure-t-elle. Il faut dire aussi qu'il ne s'agit pas d'une simple élection, c'est un enjeu pour le Maroc. «Il faut aussi que le Maroc soit représenté, d'une certaine manière, là où il doit l'être», confie-t-elle ■ T.A.E.

PORTRAIT DE ZINE-EDDINE M'JATI, CANDIDAT ÉCOLO AUX LÉGISLATIVES FRANÇAISES

L'écolo franco-marocain qui veut être député du Maghreb à l'Assemblée nationale

■ Il quitte le Maroc en 1981, fuyant les persécutions policières. Il se porte candidat en 2012 aux élections législatives pour représenter les Français du Maghreb ■ Contre la Françafrique, il veut que les binationaux soient traités comme des Français à part entière.

C'est la première fois dans l'histoire de la V^e République que les électeurs français de l'étranger voteront pour élire leurs porte-parole à l'Assemblée nationale. En tout, ils seront 11 députés à travers le monde à représenter, au prochain Parlement français qui sera élu au mois de juin, un peu plus d'un million et demi de Français établis à l'étranger. Parmi eux, un défenseur de ceux installés dans la région du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest (regroupant 16 pays), une circonscription (la 9^e), où sont inscrits quelque 100 000 électeurs, dont le tiers, soit 33 000, réside au Maroc. L'heureux élu serait-il Zine-Eddine M'jati, le Franco-marocain, un écolo pur et dur, qui se présente sous les couleurs d'Europe Ecologie les Verts ?

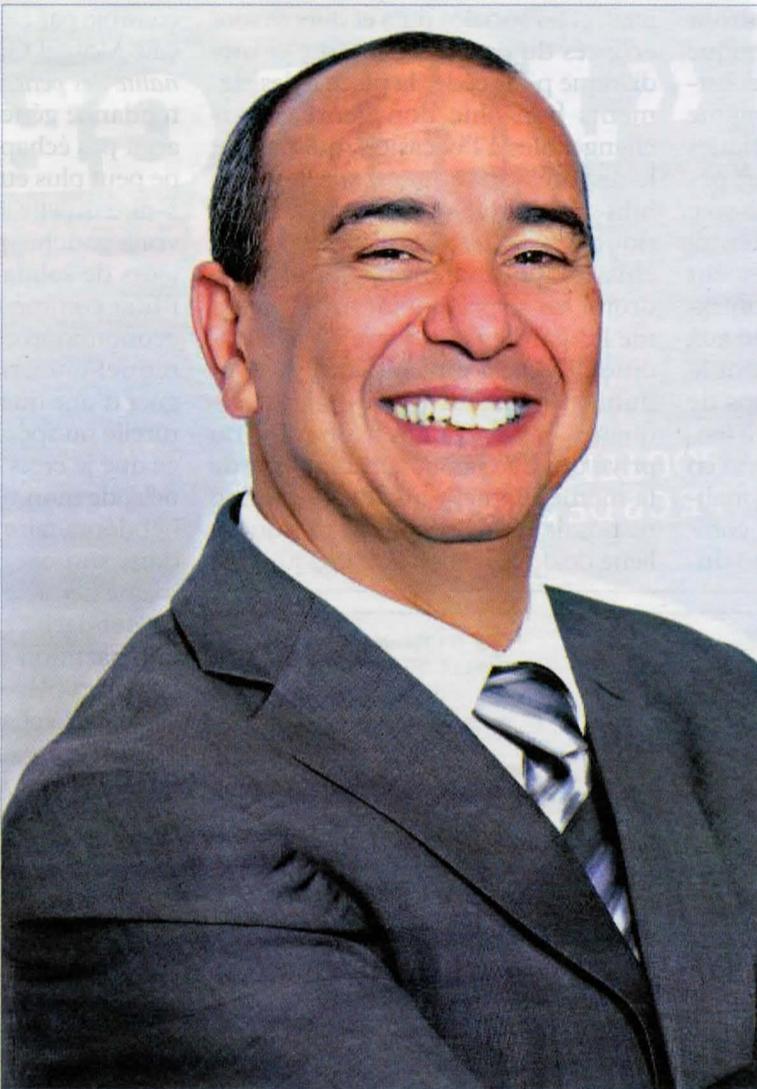
Ce binationnel ne cache pas sa double appartenance, au Maroc et à la France, et 31 ans après avoir quitté le Maroc (ce fut en 1981), il s'est bien intégré mais sans oublier son pays d'origine et sa maison familiale dans l'ancienne médina de Casablanca. Des chances d'être élu ? «Oui, pourquoi pas», répond ce père de trois enfants, nés d'une mère française. Certes, la course à ce poste sera serrée : 14 candidats se disputent cette conscription, quasiment tous des binationaux, de l'UMP jusqu'au Front de gauche, en passant par le Parti socialiste, sans parler des indépendants. Mais, lui, il y croit dur comme fer. A l'inverse des autres candidats qui défendent d'autres idées, dit-il, «l'écologie est un nouveau contrat social entre les hommes, un nouvel humanisme qui place l'Homme dans son milieu, dont il reste partie intégrante, au-delà des frontières».

Né à Casablanca en 1958, d'un père fonctionnaire au Comptoir cinématographique marocain (ex-CCM) et d'une

mère femme au foyer, il obtient son bac sciences expérimentales au lycée Ibn Toubert, mais sa passion pour les sciences humaines lui fait abandonner ses études d'ingénieur chimiste pour celles de sociologie à Amiens et à Paris. On est à la fin des années 70, en France, il est à l'UNEM, le bouillonnant syndicat étudiant, le cadre idéal pour les étudiants marocains de France d'aiguiser leurs armes politiques. De l'USFP, il passe à l'extrême gauche, en 1977.

Il entame sa carrière dans le domaine des sondages et enquêtes

De retour au Maroc à la fin de ses études, il est stupéfait du nombre des procès politiques qu'il n'hésite pas à dénoncer publiquement, et de la répression qui sévissait à l'époque contre les militants de gauche. Une atmosphère glauque et menaçante pour sa sécurité. Il préfère fuir et regagner l'Hexagone, pays de la liberté, que d'être la cible des services de Driss Basri, qui traquaient sans discernement les militants de gauche. De retour en France, c'est dans le domaine des enquêtes et des sondages qu'il entame sa carrière professionnelle, mais sa fibre humaniste le guide vers la protection de l'enfance en état de précarité, pour se spécialiser, en fin de compte, dans la protection des mineurs isolés étrangers, un travail qui absorbe une bonne partie de son temps. Zine-Eddine M'jati ne perd rien de sa fougue, il se fonde dans tous les combats pour les droits des étrangers résidant en France : il est aux marches des Beurs pour l'égalité et contre le racisme, il est membre de la Fédération des associations Mémoire fertile pour une nouvelle citoyenneté, il se prononce contre la double peine et pour la citoyenneté des



jeunes Français issus de l'immigration... Il est pour le droit de vote des étrangers non communautaires, et contre la discrimination et la stigmatisation des quartiers populaires. De 2004 à 2010, il est conseiller régional d'Ile de France et préside le Conseil de l'égalité de cette région (CEIF).

Il rêve d'un développement solidaire et durable entre la France et le Maghreb

Aujourd'hui, s'il est candidat aux élections législatives de juin 2012, c'est pour continuer le combat sur un autre front. Et la 9^e circonscription où il se présente est celle, affirme-t-il, qui a le plus de liens historiques avec la France : «Elle a donc besoin d'un député qui travaille sur le terrain, pour lier les deux inté-

rêts, celui de cette région et celui de la France». Le Franco-marocain déclare sans ambages avoir trois atouts de taille pour mieux défendre les intérêts des Français dans cette région : le fait qu'il soit binationnel, d'avoir une double culture, et de connaître à fond les problèmes auxquels sont confrontés les Français dans cette région, dont plus de 50% ont la double nationalité (64% au Maghreb).

«Je suis contre la Françafrique, car on ne peut pas, aujourd'hui, considérer cette région, qui a eu son indépendance depuis une cinquantaine d'années, comme une sous-région de la France. Nous voulons arrêter cela», indique l'écologiste. Pour lui, une réelle coopération respectant la souveraineté des peuples est à même de construire un

développement solidaire et durable.

S'il y a une chose qui révolte au plus haut point le candidat d'Europe écologie les Verts de la 9^e circonscription, c'est le parti-pris d'une certaine droite française de traiter ces binationaux à part au lieu de les traiter à part entière. Voire de vouloir «ôter la nationalité française aux binationaux qui ne payent pas d'impôts en France», allusion faite à l'amendement, allant dans ce sens, d'Edouard Courtial, secrétaire d'Etat des Français à l'étranger de l'ex-gouvernement Fillon.

Il faut dire aussi que le discours qu'a tenu Nicolas Sarkozy à Dakar après son investiture comme président des Français en 2007, considérant que «l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire», a laissé un goût amer chez beaucoup de candidats de cette circonscription du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest, sans parler des peuples autochtones de cette région.

Finalement, quelle différence entre ces députés des Français de l'étranger venus à la place des 12 sénateurs et des 155 conseillers à l'Assemblée qui représentaient les Français de l'étranger auparavant ? Pas grand-chose, selon cet observateur français établi à Rabat. Tout au plus, ces 11 députés contribueraient à «une certaine humanisation de la relation entre l'administration et ces Français établis à l'étranger», déclare François Kahn, un candidat de la 10^e circonscription regroupant une cinquantaine de pays d'Afrique et du Moyen-Orient. La différence est beaucoup plus importante, rétorque M. M'jati : «Autrefois les représentants des Français de l'étranger donnaient un simple avis, désormais, les prochains députés à l'Assemblée nationale décideront» ■

JAOUAD MDIDECH